

Deux semaines pour remanier le gouvernement...

Macron : « Les réformes doivent continuer »

Quinze jours de tractations interminables pendant lesquels la faiblesse de la majorité présidentielle, les dissensions entre Macron et son Premier ministre sont apparues au grand jour. Le remplacement de Gérard Collomb par Christophe Castaner, qui doit tout à Macron, est symptomatique de l'isolement grandissant de ce pouvoir.

En France, il y a les institutions de la V^e République, issues du coup d'État de De Gaulle en 1958, c'est pourquoi le président de la République, son Premier ministre, restent en place. L'Élysée annonçant le remaniement déclare : « *Le mandat politique reste le même (...) dans la continuité de la politique menée par le gouvernement et du calendrier des réformes pour les mois à venir.* »

Crise politique en France. Au même moment, l'Union européenne se disloque, l'ensemble des gouvernements des pays européens est en crise, comme vient de le montrer, dans les élections de Bavière, la défaite cinglante infligée à la coalition au pouvoir en Allemagne.

Dans cette situation, Macron s'appuie à fond sur les institutions de la V^e République pour chercher à associer tous les acteurs, en premier lieu les syndicats, à ses contre-réformes, à commencer par celles contre les retraites.

C'est dans cet objectif que sont conçues les concertations conduites par Jean-Paul Delevoye sur la réforme des retraites. Une réforme conforme au cap fixé dès le départ par Macron, afin d'imposer un basculement sur la base de la liquidation de tous les régimes de retraite existants.

Que va-t-il se passer ?

Les confédérations CGT et FO ont exprimé leur opposition au projet de réforme. Les « concertations » néanmoins, se poursuivent.

Face à la volonté de ce gouvernement de liquider tous les acquis, dans les organisations syndicales, des milliers de militants ouvriers sont déterminés à ne pas lâcher les revendications et à préserver leurs organisations.

Au moment où le rejet de la politique destructrice de Macron s'approfondit, grandit dans des couches de plus en plus larges de la population, le laborieux remaniement qui vient d'avoir lieu concentre et exprime toute l'impasse de ce régime, de ce pouvoir qui vient après Sarkozy, après Hollande, tous deux « dégagés », et qui, bien qu'isolé, cherche aujourd'hui à aller jusqu'au bout.

Pour un grand nombre de militants, d'élus, de travailleurs qui ne veulent pas du chaos auquel conduit cette politique, qui refusent que les conquêtes sociales, celles de 1936 et de 1945, soient sacrifiées, cette situation pose la question de stopper ce gouvernement, d'en finir. Ce qui soulève quantité de problèmes politiques qui sont à discuter.

C'est l'objet du rassemblement qui va se tenir le 10 novembre et qui va réunir des militants, des élus, des travailleurs, des jeunes de toutes tendances à l'initiative du Comité national de résistance et de reconquête.

10 novembre 2018 à Paris : réunion nationale appelée par le comité national de résistance et de reconquête

Appel de la réunion nationale des délégués des comités locaux : « Une large discussion a lieu avec les milliers de militants qui veulent résister à Macron et qui veulent défendre et organiser la reconquête des acquis de 1936 et 1945. Cette discussion est engagée dans les comités dans lesquels se regroupent les militants ouvriers, syndicalistes, élus aux appartenances et aux parcours divers mais qui entendent contribuer à cette discussion. Ce travail de résistance et de reconquête face au basculement de société qu'organise Macron est une question politique essentielle. Elle exige d'élargir et de renforcer les comités comme cadre de discussion et d'action commune. C'est pourquoi les délégués réunis ce 23 juin appellent l'ensemble des comités à préparer une conférence de milliers de militants à l'automne pour rassembler une large force. »

<http://www.cnrr2018.sitew.fr>

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières*. Abonnez-vous !